

ASSEZ !

Les Genevois fâchés n'en veulent plus

«Grand» Genève

Billag

Dealers

Migrants

Justice pourrie

Frontaliers

Libre circulation

Primes maladie
Scandale des amendes

Arnaques

CEVA

GENEVE D'ABORD

Les nôtres avant les autres

**Vous avez
le dernier mot**

Répondez au sondage
du MCG en page 12

EDITO

Un nouvel élan pour Genève

Le MCG s'engage résolument pour Genève.

Nous ne nous laissons pas décourager par les obstacles que placent nos opposants.

Comme nous, vous subissez les nombreuses difficultés de la vie.

Nous travaillons pour apporter des solutions, mais rien ne peut se faire sans votre soutien.

Face aux nombreux défis qui nous attendent, le canton de Genève a besoin d'un nouvel élan.

Le MCG ne représente pas des lobbys ou une élite mais tous les habitants de notre République.

C'est grâce à vous que nous avons pu trouver la force nécessaire à notre action.

Avec détermination, nous sommes prêts à relever nos manches pour défendre avec encore plus d'énergie les citoyennes et citoyens de notre canton.

Notre objectif est de devenir la première force politique du canton de Genève. Ainsi, nous pourrons faire pencher la balance dans le sens des intérêts des habitants de notre canton.

Mais c'est grâce à votre soutien sans faille que nous y arriverons.



Ana ROCH
Présidente
du MCG

GENÈVE D'ABORD

Présidence du MCG

Une transition réussie



Le passage de témoin de la présidence du MCG entre Roger Golay et Ana Roch s'est parfaitement déroulé.

Elue à la tête du MCG le 29 avril 2016, Ana Roch va bientôt terminer sa première année de présidence. Nous pouvons relever qu'elle a fourni un travail intense pour permettre à notre mouvement de continuer à se développer.

Dynamisme et détermination

Elle a réussi à maintenir une unité au sein du Mouvement, ce qui est de première importance pour envisager avec optimisme les futures élections cantonales de 2018.

D'autant plus que le nombre de membres continue à augmenter de manière réjouissante. Elle a entamé son mandat avec dynamisme et détermination pour maintenir la ligne politique du MCG dans le respect de sa charte.

Il est évident que le slogan «ni gauche ni droite» est respecté, car tantôt on nous re-

proche d'être trop à droite selon le sujet que nous défendons ou trop à gauche sur d'autres thématiques. Il est clair que nous continuerons à défendre une économie très forte pour un social efficace, ce qui résume notre position «ni gauche ni droite».

La relève est assurée

La défense du résident genevois restera toujours la priorité du MCG. C'est pourquoi notre slogan «Genève d'abord» est toujours défendu avec force.

En somme, le changement de présidence entre Roger Golay (2012 à 2016) et Ana Roch s'est effectué dans une parfaite fidélité à défendre nos fondamentaux.

Par conséquent, nous nous réjouissons d'observer que la relève est assurée, afin de permettre la pérennité de notre Mouvement.

Le MCG avec vous pour gagner !

Les citoyens en ont ras-le-bol

Ce qui doit changer dans la politique genevoise

Le canton de Genève connaît de trop nombreuses difficultés qui ne sont plus tolérables. Il faut y mettre fin au plus vite !

Assurances-maladie trop chères

SÉCURITÉ

Il est invraisemblable que dans les quartiers comme les Pâquis, Plainpalais, Rive et ailleurs, les dealers s'adonnent au trafic de stupéfiants sans être vraiment inquiétés. Il suffit de cheminer dans certaines rues



de Genève pour constater que ces individus oeuvrent des heures durant pour leur trafic à la vue de tout le monde. Les dealers ont pris possession de la rue. Pourtant, il serait tellement simple pour le département de procéder à des opérations de grande envergure tous les soirs, pour y mettre un terme.

ASSEZ !

FRONTALIERS

Les Genevois se retrouvent de plus en plus au chômage ou à l'assistance publique, faute de décrocher un emploi ou suite à un licenciement pour y placer un frontalier. Que font le patronat et les autres partis politiques pour trouver des solutions afin de mettre un terme aux situations dramatiques que vivent des milliers de Genevois?

MCG
www.mcge.ch

Billag, amendes, flops, dumping, bouchons...

POMPE FRONTALIÈRE

Comme annoncé en février 2017, le CEVA va prendre trois ans de retard, sur l'échéance initiale. Ce qui va impliquer des surcoûts pharmaceutiques, qui vont pénaliser des projets urgents comme les rénovations d'écoles et de cycles d'orientation. Depuis le début du projet, le CEVA est vendu comme un rêve alors qu'il s'agit d'un cauchemar. Quand les partis politiques traditionnels reconnaîtront-ils leur erreur catastrophique?



Nos frontières sont devenues des passoires

MIGRANTS

Nous connaissons le sens de l'hospitalité de notre pays pour ceux qui viennent demander un refuge. Toutefois, une majorité de la population s'inquiète de l'afflux massif de ces migrants sur notre territoire, qui risquent de déstabiliser notre cohésion sociale. Est-il nécessaire, comme le veut la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga, de proposer aux autres gouvernements européens d'en prendre plusieurs milliers pour les amener en Suisse? Ce genre de décisions ne peut qu'irriter la population et la braquer contre les migrants. Que font les partis traditionnels pour mieux contrôler cet afflux?

Gaspillages



CIRCULATION

Beaucoup de Genevois n'ont pas d'autre alternative que de prendre leur voiture pour se déplacer. Malheureusement, nos routes sont souvent engorgées. Nous perdons un temps fou dans les bouchons contre notre gré. Ce qui diminue notre qualité de vie et entraîne une pollution en raison du manque de fluidité. La responsabilité de ce chaos, qui est générateur de pollution, provient de la politique prétendument écologique menée à Genève par la gauche.

JUSTICE POURRIE

Nous sommes persuadés qu'à Genève il vaut mieux être quelqu'un de puissant et affilié à un parti politique traditionnel pour pouvoir bénéficier d'un traitement de faveur, en cas d'infraction ou de délit. Sachant que les partis dits populistes sont peu représentés nous n'avons pas grand chose à attendre comme changement.

Le MCG est toujours en première ligne pour dénoncer ces problèmes et proposer des solutions. Manque encore et toujours une volonté des partis traditionnels* d'améliorer le quotidien des Genevois.

* Partis traditionnels: PLR, PDC, PS, Verts, Ensemble à gauche et tous les autres feignants du politiquement correct.

Juges ou marionnettes ?

La politique dirige la justice

La vérité

Pour le justiciable, il vaut mieux être issu d'un parti politique traditionnel, par exemple PLR ou socialistes, pour espérer obtenir une sanction clémentine, ou être une personne puissante, riche et influente.

L'accord des partis politiques

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Il faut savoir que pour devenir juge, il faut être présenté par un parti politique pour espérer avoir une quelconque chance d'accéder à cette fonction. Les nominations de juges se décident dans une commission réunissant les partis politiques. Dans ce cadre, chaque parti a un nombre de postes qui lui sont attribués, mais avec l'accord des autres partis.

Dans l'échiquier judiciaire, ils sont placés comme des pions avec une procédure des plus légères.

Une politisation dangereuse

Le MCG conteste cette politisation de la justice ainsi que les risques de dérives. On comprend mieux pourquoi des partis politiques qui ne sont pas représentés par des juges au pouvoir judiciaire font l'objet de décisions peu objectives.

Un avocat brillant et indépendant de la politique aurait énormément de difficultés à envisager de faire une carrière de juge.

Une justice peu représentative

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est la sur-représentation de certains partis politiques. Bien évidemment, les partis comme le MCG, qui demandent une justice plus ferme à l'encontre des grands criminels, sont très faiblement ou pas du tout représentés.

Nous avons donc une justice qui n'est plus représentative de la population genevoise. Ces

juges politisés ont démontré à plusieurs reprises qu'ils prenaient des décisions partisans lorsqu'il s'agissait d'affaires politiques où le MCG était en cause.

Le MCG a toujours dénoncé cette manière de sélectionner les juges. Pour ce faire, nous avons déposé déjà plusieurs textes parlementaires, en vain car il est évident que le pouvoir politique ne veut pas perdre sa tutelle sur la justice. Montesquieu se retournerait dans sa tombe de voir le système genevois ! Ce grand auteur est sans doute considéré comme le diable dans l'«establishment» genevois.

Le droit orienté de travers

Vous l'aurez compris, chaque juge est possédé par un démon politique, avec son lot d'idéologies, après avoir été «formaté» en faculté de droit de l'Université de Genève.

Evidemment, le prétendu «populisme» patriotique n'a pas sa place dans ce cadre de formation, où le droit européen et le droit des illégaux ont pris une place excessive.

Vous comprendrez mieux pourquoi nous es-



Les juges doivent-ils rester les marionnettes des partis politiques ?

timons - peut-être d'une manière excessive - que notre justice est pourrie.

C'est à raison que le regretté Coluche disait «Il vaut mieux connaître le juge que les lois.»

Le MCG continuera à se battre pour une justice juste proche du Peuple.

Le MCG a déposé un projet de loi (PL 11962, disponible sur le site internet ge.ch/grandconseil) qui demande que «les candidats à la magistrature et les magistrats élus ne [fassent] aucune référence à un parti politique.»

Soutenez le MCG :
c.c.p. 17-196320-4

Stoppons les permis frontaliers ! Le MCG sort l'artillerie lourde

Notre projet de loi exige une priorité pour les travailleurs genevois.

Comme vous, les députés MCG sont exaspérés par l'augmentation continue du nombre de frontaliers qui a franchi la barre des 100'000 personnes en possession d'un permis G (frontalier) venant travailler à Genève.

Manque de volonté

Nous dénonçons le manque de volonté de certains patrons qui ne favorisent pas l'engagement de résidents genevois, contrairement à notre conseiller d'Etat Mauro Poggia qui veille avec détermination à l'application de la directive dite de «préférence nationale» (pour l'engagement des résidents dans le secteur public).

Il est inadmissible que certaines entreprises fassent des affaires dans notre canton, sans contribuer à la cohésion sociale, qui permet à la fois une prospérité économique et qui devrait profiter à l'ensemble des habitants. Pour ces entreprises, nous serons impitoyables, et pour celles qui ont un sens civique nous ferons tout pour aider à leur développement et pour les protéger face à une concurrence inégale venant de l'extérieur.

Pour attaquer ces pratiques, qui discriminent les travailleurs genevois et qui ne permettent



Agissons!

Le MCG tire à boulet rouge pour protéger les travailleurs genevois.

pas aux nombreux chômeurs de reprendre un emploi, le MCG vient de déposer un projet de loi (PL 12'047) qui exige **«la délivrance d'un nouveau permis de travail en faveur d'une personne de nationalité étrangère domiciliée à l'étranger (frontaliers) est subordonnée à la démonstration, par l'employeur, de l'absence de candidat résidant en Suisse et disposant des compétences requises.»**

Il est invraisemblable que des sociétés puissent avoir plus de la moitié de leur personnel au bénéfice du statut de frontalier. Alors que les formations professionnelles sont nettement supérieures à celles de nos pays voisins.

Le prétexte de la qualification

Le culot ne manquant pas à ces patrons profiteurs, nombreux sont ceux qui prétendent ne pas trouver le personnel qualifié à Genève. Quand bien même, ces patrons ont engagé 55% de frontaliers sans aucune formation professionnelle particulière. Pendant ce temps,

des centaines de jeunes Genevois sont en totale rupture, sans compter les milliers d'autres à la recherche d'un emploi et qui vivent dans la précarité, ce qui provoque souvent des situations familiales horriblement pénibles.

Nos concitoyens qui galèrent

Solidaires avec toutes ces personnes genevoises dans la difficulté, nous sommes déterminés à utiliser tous les moyens démocratiques afin de faire aboutir ce principe: les Genevois d'abord.

Genevoises, Genevois, soyons unis pour défendre nos concitoyens qui galèrent pour trouver un emploi.

Ajoutons que le MCG a déposé une série de projets de loi pour la préférence cantonale, que nous vous présenterons ces prochains mois.

Définition du frontalier: personne de nationalité étrangère travaillant en Suisse et habitant à l'étranger. Les Suisses de l'étranger n'entrent pas dans cette catégorie.



Les mauvais patrons dans le viseur du MCG

100'000 frontaliers: assez !

Rien ne va plus

Loi sur la police: la catastrophe a bien lieu

Le conseiller d'Etat Maudet avait annoncé que sa loi serait la panacée à de nombreux problèmes sécuritaires. Aujourd'hui, en lieu et place, nous constatons qu'elle n'a fait qu'engendrer des nouvelles complications. Celles-ci peuvent avoir des conséquences graves sur notre sécurité.

Effectifs insuffisants

En effet, la nouvelle loi a trop axé son effort sur la police de proximité au détriment notamment de police secours, qui n'a pas les effectifs suffisants pour assurer sa mission.

D'ailleurs, depuis la mise en vigueur de cette loi, les effectifs de nuit à la police ont fondu de plus de 50%.

Manque de polyvalence

En effet, la police de Maudet a perdu sa polyvalence, ce qui faisait sa force dans le passé, en raison d'une multitude de services spéciaux créés. Auparavant, un gendarme s'occupait de tout. De plus, la répartition de l'entier de l'effectif était fixé afin de couvrir la sécurité de l'ensemble du canton avec une répartition horaire plus large.

Face aux casseurs

Rappelez-vous de la manifestation qui a provoqué des dégradations graves sur le Grand Théâtre. Cela démontre bien que l'effectif de nuit ne permet pas de maîtriser une bande de manifestants voyous prêts à tout casser.



Heureusement, Genève a bénéficié d'une diminution de la criminalité qui est une tendance générale en Suisse et même hors de nos frontières, à l'exception du terrorisme.

Des conflits sociaux

Cette nouvelle loi aurait pu fonctionner si des centaines de policiers supplémentaires (estimation à 500) avaient été engagés.

Cette nouvelle loi n'est pas étrangère aux nombreuses tensions qui règnent à la police. Elle aura eu pour effet de démotiver une bonne partie de nos forces de l'ordre, en y ajoutant par dessus tout des problèmes sociaux.

Pierre Maudet, par une politique ultra-libérale, a créé des conflits sociaux avec le personnel

policier. Ces conflits, dont il porte une lourde responsabilité, entachent l'image de Genève. Pourtant les syndicats de police, tout comme le MCG, avaient prévenu des risques que cette loi allait faire porter à notre canton.

Revoir cette loi

Il est encore temps de revenir en arrière et d'accepter de revoir complètement cette loi à nouveau, qui avait été adoptée sur le fil du rasoir à 50 voix près. Ce qui était de mauvais augure, car une loi qui ne rassemble pas une majorité plus importante ne peut être bonne. On voit le résultat. La catastrophe était annoncée avant l'heure.

Dealers: un spectacle affligeant

Quand va-t-on enfin donner les moyens à la police afin qu'elle puisse harceler les dealers qui infestent nos rues et nos places? Il est surprenant que ce phénomène soit surtout visible et choquant essentiellement à Genève. Il suffit de se promener la nuit à Plainpalais, aux Pâquis, à Rive, à la Servette et dans certains quartiers suburbains de notre canton, pour croiser des dealers qui agissent sereinement.

Nos trottoirs sont déplorablement occupés par ces individus qui détruisent la santé d'un bon nombre de nos enfants et des plus faibles d'entre nous.

Quand seront donnés les moyens à une police répressive en ce domaine, pour mettre un terme à ce spectacle affligeant, qui, en même temps, détruit aussi l'image de notre Cité?

Redevance radio-TV

Billag nous appauvrit !

Quasiment tous les habitants de notre pays sont astreints à payer des redevances radio-TV qui grèvent nos budgets. Elles servent essentiellement à subventionner la SSR. Il s'agit d'un impôt déguisé qui ne tient pas compte des émissions regardées ou entendues.

451 fr. pour de la propagande

De plus, l'objectivité et le pluralisme que nous connaissions autrefois, a disparu de la plupart des émissions qui sont trop souvent orientées politiquement.

La neutralité disparaissant de plus en plus, nous n'avons pas à payer une taxe de 451 francs par année pour de la propagande, qui s'ajoute aux abonnements tels que Swisscom-TV, Naxoo ou autres. Cela représente une somme conséquente pour des budgets ordinaires.

Trop c'est trop

Pour ceux, de plus en plus nombreux, qui ont des difficultés financières, payer cette somme est la goutte qui fait déborder le vase. D'autant plus que le citoyen n'a aucun contrôle sur

les dépenses effectuées par la SSR, grosse consommatrice de Billag.

Tarifs trop élevés

Billag, ajouté aux assurances-maladie, plus les loyers exorbitants, les impôts et le coût de la vie à Genève, anéantit au final le pouvoir d'achat des habitants de notre canton.

Le MCG déplore la politique menée par la Confédération en matière de redevance radio-TV, au travers de Billag. Nous demandons que ces tarifs soient revus fortement à la baisse.

La Confédération et la SSR devraient agir efficacement avant que les citoyens suisses, excédés, soutiennent à juste titre l'initiative pour la suppression de taxe «Billag». Un mouton averti (et tondu) en vaut deux.



Billag participe pleinement à la tonte des citoyens suisses.

Déjà taxés de tous les côtés, Billag vous prend encore votre dernière pièce

Votation sur RIE3

Les raisons d'un chaos

Pourquoi les Genevois ont refusé cette réforme? La cause : les frontaliers !

Tout d'abord, le Conseil national a voulu trop charger la barque de privilèges fiscaux aux entreprises, afin de les rendre hypercompétitives sur le marché international. Il a négligé d'écouter d'autres acteurs plus modérés.

Au niveau genevois, de très nombreux citoyens ont voulu par leur refus manifester clairement qu'ils ne voulaient plus accorder de soutien aux milieux économiques, en raison du nombre trop élevé de frontaliers engagés par les entreprises de notre canton. Au départ, le MCG ne voulait prendre aucun risque pour maintenir des emplois sur notre territoire, afin d'assurer la prospérité du canton. Toutefois nous attendions

un signal clair de la part du patronat genevois, afin d'engager en priorité des résidents genevois. Ce qui ne s'est pas fait.

Beaucoup de Genevois, notamment des militants et sympathisants du MCG, se sont rendus compte que les milieux patronaux n'ont fait aucun effort et, de manière égoïste, n'ont voulu retirer que leur profit à court terme.

C'est dommage car Genève était certainement le canton qui aurait le plus bénéficié d'une réforme fiscale, par rapport à ses branches économiques.

Dorénavant, le MCG exigera des actes concrets de la part des milieux patronaux, avant de se positionner.

Le CEVA

La plus grande arnaque genevoise

La valse des milliards continue: Genevois vous repasserez à la caisse pour payer l'incompétence et pour faire venir davantage de frontaliers !

Les promoteurs du projet ont caché les mesures techniques coûteuses et longues qui permettent de protéger le voisinage du nouveau train destiné en priorité aux frontaliers d'Annemasse. C'est en raison de leur incompétence et non des demandes légitimes des riverains que le projet est retardé.

Depuis les arrêts du Tribunal administratif fédéral en 2011, l'Etat sait que la question des vibrations et des bruits solidiens devait faire l'objet d'un réexamen en cours de travaux, après le passage d'un camion-vibreux, avec le risque de devoir adapter les mesures de protection pour le voisinage. Malgré cela, pour faire passer le projet, toute conséquence financière de cette réévaluation a été cachée, de même que les risques géologiques et d'indemnisation du voisinage.

Protéger des vibrations

Aujourd'hui, un retard de trois ans dans la mise en service du CEVA est annoncée, et l'on tente d'en faire supporter la responsabilité à certains recourants, qui ne font qu'exercer des droits garantis par la justice. Qui accepterait de se faire réveiller tous les matins par les ondes de choc causées par le passage du premier train?

Aspirateur à frontaliers

Le MCG n'a jamais cessé de mettre l'Etat devant ses responsabilités, en dénonçant les mensonges de ceux pour qui le CEVA était la seule solution d'avenir pour Genève, méprisant les alternatives pourtant réalistes et moins coûteuses. Cette ligne de chemin de fer, contrairement au métro lausannois, servira principalement l'entrée dans notre canton de travailleurs frontaliers en provenance de Haute-Savoie, et profite d'abord à des entreprises étrangères, qui se sont vues attribuer l'essentiel des travaux, telle la société française Vinci, qui est chargée du gros œuvre pour plus de 800 millions.

Protéger les Genevois

Le MCG invite l'Etat à mettre en place sans délai les mesures de protection optimales pour le voisinage, à savoir les mêmes mesures que celles prévues pour les voies sous la future Comédie, à la Gare des Eaux-Vives. La santé du voisinage du CEVA n'a pas à souffrir de l'incurie des promoteurs du CEVA!



Le CEVA, tel un conduit de WC bouché, pue l'arnaque politique.

Les perles de la politique genevoise

De qui se moque-t-on?

L'enfumage du mois provient du PLR qui, à une année des élections, prétend qu'il veut maintenant soutenir la fonction publique. Alors qu'il y a quelques mois encore, le même PLR s'acharnait contre le versement de l'annuité au personnel de l'Etat et attaquait avec une grande constance tous les acquis, les systèmes de retraites et les caisses de prévoyance. On en passe et des meilleures... tant les offensives du PLR contre les salariés sont nombreuses.

Pourquoi un tel revirement? Ne seraient-ce pas les élections de 2018 qui arrivent à grands pas?

Nous pouvons comprendre dans leur stratégie qu'ils souhaitent grappiller plus d'élus, pour mieux massacrer la fonction publique lors de la prochaine législature. Quant au MCG, il poursuivra la défense des salariés du public et du privé ainsi que des PME et de l'ensemble des citoyens.

**Les nôtres
avant les autres**

Y'en a marre... Le Grand Genève à la poubelle!

Parmi les objets qui agacent au plus haut point de nombreux Genevois, il y en a bien un qui tient le «ponpon»: le Grand Genève.

Déjà, il faudra qu'on nous explique ce que peut bien signifier cette dénomination prétentieuse.

Seule la République et canton est légitime

Y aurait-il un «petit Genève»? S'agirait-il, dans ce cas du canton de Genève. Pourtant notre République est la seule légitimée à porter le nom de «Genève», en fonction de ses frontières, qui sont le fruit d'une histoire riche et incontestable. D'ailleurs l'appellation «Grand Genève» irrite nos voisins, en particulier les Vaudois qui ne supportent pas que la région nyonnaise soit annexée. Aurions-nous accepté que les communes de Versoix, Pregny-Chambésy ou Bellevue soient considérées comme

faisant partie du «Grand Vaudois»? Certainement pas.

Marché de dupes

Métropole ou pas, il faut cesser avec cette appellation ridicule. Le «Grand Genève» est juste un marché de dupes qui sert uniquement à justifier des dépenses transfrontalières inutiles et essentiellement financées sur notre dos.

Pour vous convaincre, avez-vous déjà vu la France participer au paiement des investissements genevois? Certainement pas.

Le MCG combattra les dizaines de projets transfrontaliers, qui serviront essentiellement aux frontaliers à vider nos caisses, au détriment d'infrastructures prioritaires.



**NON au Grand Genève
OUI au Grand MCG-Genève**

Invasion des véhicules frontaliers Pic de pollution sur Genève

A la sortie de cet hiver, nous pouvons constater que les pics de pollution n'ont pas épargné Genève et surtout nos poumons.

Les particules nocives rejetées par les émissions de véhicules mettent gravement en danger la santé des habitants du canton.

De nouveau, nous ne pouvons que dénoncer l'embauche massive des frontaliers qui ont fait exploser le trafic pendulaire, avec les conséquences catastrophiques que l'on connaît pour notre santé.

C'est pour cela que le MCG a déposé plu-

sieurs textes au Grand Conseil afin d'en-traver l'arrivée excessive des frontaliers sur notre canton. Avec la Motion 2340 (Genève vaut bien Paris), le MCG demande que notre République s'inspire de la capitale française (pour une fois), notamment en mettant une vignette ou un macaron pour les véhicules venant de l'extérieur du canton ou de proposer un rabais incitatif pour certains véhicules genevois.

Faisons sauter le bouchon

Notre motion, intitulée «Faisons sauter le bouchon» (M 2341), propose d'inciter les

employeurs à trouver des alternatives au trafic pendulaire, en demandant d'étudier une taxation des places de parkings facturée aux employeurs

Nous déplorons qu'ils utilisent très peu les transports publics en place, vu le nombre de voitures à plaques françaises stationnées au coeur de Genève, aux heures de bureau.

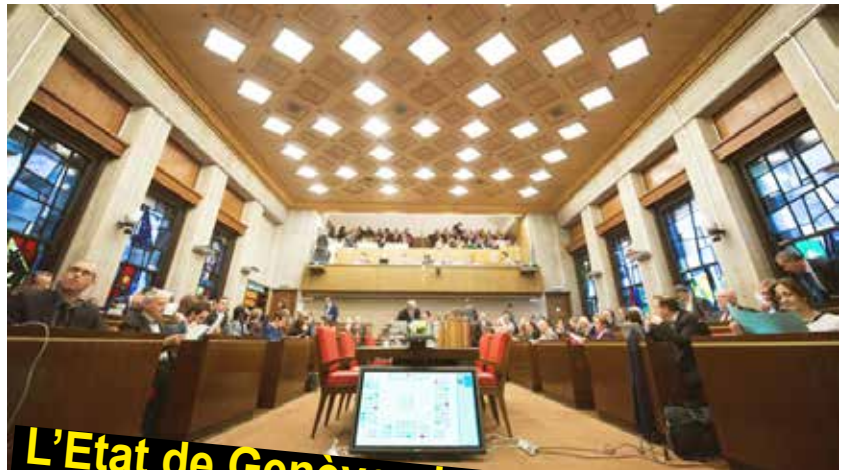
Cela démontre toute la stupidité de certains employeurs qui n'hésitent pas à engager des frontaliers provenant de régions lointaines, Grenoble, Lyon, etc.



SCANDALEUX GASPILLAGES Post Tenebras... LUXE !

La salle du Grand Conseil

20 millions gaspillés pour refaire une salle qui ne nécessite que des aménagements mineurs. Le MCG est le seul parti à s'être opposé à cette dépense inutile. Au lieu de rénover nos écoles, certains partis ne pensent qu'à leur propre confort.



L'Etat de Genève n'a pas les moyens de jeter l'argent par la fenêtre



La folie des grandeurs s'est emparée de la majorité du Grand Conseil qui a voté cette dépense inconsidérée. Le MCG, soucieux de l'argent des contribuables genevois, s'est opposé avec fermeté et détermination à ce nouveau gaspillage.

REJOIGNEZ LE MCG !

Je veux devenir: membre du MCG

Prénom:..... Nom:

Rue + No :

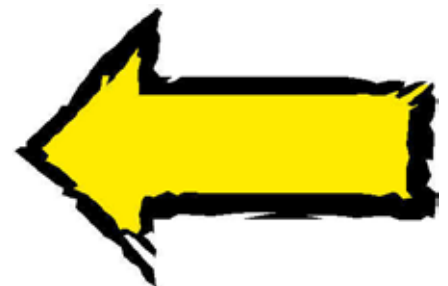
Code postal:..... Commune:.....

E-mail:

No de tél.:

Profession:Signature:

A retourner à: MCG case postale155, 1211 Genève 13
info@mcge.ch - ccp 17-196320-4



Le PINOCCHIO genevois est décerné à... **Pierre MAUDET**



Pierre Maudet mène aussi les Genevois en bateau

Dans la *Tribune de Genève* du 10 février 2017, le Département de Pierre Maudet indique que les «**expulsions ont provoqué un effondrement des demandes d'asile provenant de ce pays [le Maroc]**». Selon l'article, cet effondrement serait dû au renvoi de 5 ressortissants marocains par la voie maritime en lieu et place d'avions. Or, selon les statistiques «asile» du Secrétariat d'Etat aux migrations, le nombre des demandes d'asile déposées par des ressortissants marocains, pour Genève, a explosé de 419 en 2015 à 823 en 2016. Soit une hausse de 96%. Pour ce vilain bobard adressé aux Genevois, nous estimons que sur l'échelle du nez de Pinocchio, il détient le record du mois.

Perte considérable pour Genève

Des milliers de contraventions seront prescrites. La débâcle continue.

Tout va mal dans le Département de Pierre Maudet. La commission des finances du Grand Conseil aura bien de la peine à compenser les pertes colossales dues à la prescription de milliers de contraventions.

Mauvaise gestion du DSE

Nous sommes tous d'accord qu'il n'est pas plaisant de se faire amender, toutefois il est nécessaire que tout le monde soit mis sur un pied d'égalité face à la justice. Qu'un nombre

aussi considérable de contraventions puissent être jetées à la poubelle en raison de la mauvaise organisation du Département de la sécurité et de l'économie, représente une inégalité de traitement pour ceux qui paient directement leur amende.

Le service des contraventions fait un travail formidable mais manque de ressources, en raison des choix du Département de Pierre Maudet.

Cette mauvaise gestion a des conséquences énormes sur les prestations à la population. Ce qui manquera devra être trouvé par l'impôt.

Il est déplorable que ce problème ne soit pas nouveau mais récurrent. En effet, depuis des dizaines d'années, on prend l'habitude de virer aux ordures des stocks de contraventions échues. Ce qui devrait mobiliser un peu plus le Département pour trouver de vraies solutions.

Stop aux amendes excessives !

Le MCG propose d'être moins pointilleux sur les petits problèmes de circulation



mais plutôt de concentrer les forces de l'ordre sur les vrais problèmes de sécurité.

Nous pouvons aussi considérer que les radars doivent cesser d'être des pompes à fric qui agacent les citoyens. D'ailleurs, ce type d'amendes et de contraventions a probablement participé de manière conséquente à surcharger le bon fonctionnement du service des contraventions.

En somme, arrêtons d'amender pour des futilités.

Journal «Le Citoyen», organe du MCG, rédacteurs Ana Roch, Roger Golay, François Baertschi. Imprimé à Bussigny. MCG, case postale 155, 1211 Genève 13



Le personnel est submergé par les dossiers.

